

# pro natura magazine

1/2021 JANVIER

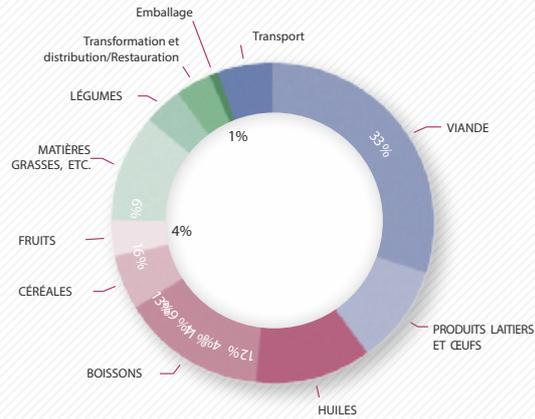


**Pourquoi notre mode de vie épuise  
les ressources et détruit la nature**

# 4

## Des ressources surexploitées

En Suisse, nous épuisons en un peu plus de quatre mois les ressources naturelles disponibles pour une année. Dans ce numéro, nous montrons comment nous vivons sur un trop grand pied.



# 18

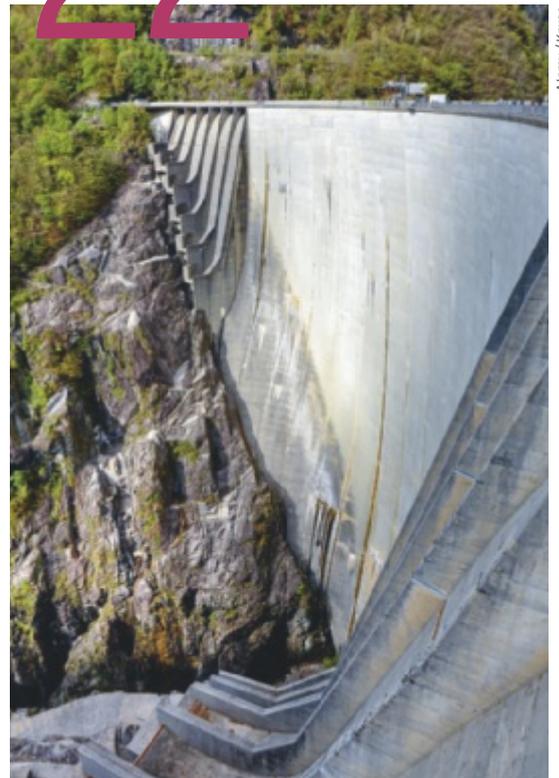
## Oui à une loi progressiste sur la chasse !

Après le rejet de la Loi sur la chasse, il est temps d'élaborer un projet de loi durable soutenu par une majorité, qui renforcera la protection des espèces et apportera un réel soutien à l'économie alpine.

## En tête des pays européens

Un nouveau rapport montre qu'aucun autre pays n'utilise autant ses eaux pour produire de l'électricité que la Suisse. La rubrique Nature en images aborde aussi ce sujet et montre le vaste réseau suisse de tunnels hydrauliques.

# 22



## pro natura magazine

Revue de Pro Natura - Ligue suisse pour la protection de la nature

pro natura est reconnue par le Zewo



**Impressum:** Pro Natura Magazine 1/2021. Cette revue est envoyée à tous les membres de Pro Natura. ISSN 1422-6235

**Rédaction:** Florence Kupferschmid-Enderlin (fk), rédactrice édition française; Raphael Weber (raw), rédacteur en chef; Nicolas Gattlen (nig), rédacteur alémanique.

**Mise en pages:** Simone Juon, Florence Kupferschmid-Enderlin, Raphael Weber. **Couverture:** Keystone / Rony Muharrman. La photo montre une plantation de palmiers à huile en Indonésie, avec en arrière-plan une agriculture sur brûlis pour l'expansion de cette monoculture. La production indonésienne d'huile de palme est également destinée au marché suisse.

**Ont collaboré à ce numéro:** René Amstutz (ra), Andreas Boldt, Michael Casanova (mc), Serge Enderlin, Stella Jegher, Rico Kessler (rke), Urs Leugger-Eggimann, Sabine Mari, Bertrand Sansonnens (bs), Marie-Eve Scherer (mes), Ursula Schneider-Schüttel, Marc Vonlanthen, Catherine Weyer, Rolf Zenklusen. **Traductions:** Fabienne Juillard, Yves Rosset, Bénédicte Savary.

**Délai rédactionnel n°2 / 2021:** 12 janvier 2021.

**Impression:** Vogt-Schild Druck AG, 4552 Derendingen. Tirage: 166 000 (121 000 allemand, 45 000 français). Imprimé sur papier recyclé FSC.

**Adresse:** Magazine Pro Natura, Ch. de la Caricaie 1, 1400 Cheseaux-Noréaz, tél. 024 423 35 64, fax 024 423 35 79, e-mail: secretariat.romand@pronatura.ch, CCP 40-331-0

**Secrétariat central de Pro Natura:** case postale, 4018 Bâle, tél. 061 317 91 91 (9 h à 12 h et 14 h à 17 h), fax 061 317 92 66, e-mail: mailbox@pronatura.ch

**Régie des annonces:** CEBECO GmbH, Webereistr. 66, 8134 Adliswil, tél. 044 709 19 20, fax 044 709 19 25. Délai pour les annonces n°2 / 2021: 22 janvier 2021.

Pro Natura est membre fondateur de l'UICN - Union mondiale pour la nature et membre suisse de Friends of the Earth International.

www.pronatura.ch

## 4 dossier

- 4 Comment nous externalisons nos dommages environnementaux vers d'autres pays.
- 6 Pourquoi la responsabilité individuelle ne suffit pas et un cadre politique est nécessaire.
- 8 Pourquoi un changement de système avec un nouveau cadre fiscal serait approprié.
- 10 Pourquoi l'innovation technologique ne résoudra pas nos problèmes environnementaux.

## 14 rendez-vous

Pourquoi Jean-Marc Charrière ne pouvait plus supporter d'envoyer des animaux à l'abattoir.

## 16 en bref

## 18 actuel

- 18 La nouvelle Loi sur la chasse doit renforcer la protection des espèces au lieu de l'affaiblir.
- 20 Le lobby agrochimique fait pression pour un assouplissement du moratoire sur le génie génétique.
- 22 Dans les Balkans, de nombreux cours d'eaux naturels sont soumis à une forte pression hydroélectrique.
- 24 Le combat de l'activiste Sandra Josović pour les derniers fleuves sauvages d'Europe.

## 26 nature en images

Les Alpes sont parcourues par un gigantesque réseau de galeries d'eau souterraines.

## 32 nouvelles

- 32 Munitions: Pro Natura demande à l'armée d'assainir un site contaminé dans le lac de Neuchâtel.
- 33 Animal de l'année: le gammare des rivières est l'ambassadeur des rivières propres en 2021.
- 34 Été 2020: les effets du coronavirus se sont également fait sentir dans les zones protégées.
- 36 La nature gagnante: un échange de terres aux Brenets permet la création d'un bas-marais.

## 37 service

## 40 saison

## 42 shop

## 43 cartoon

## 44 engagement



éditorial

## La nature paie la facture

Un message WhatsApp, une côtelette de porc, un vélo électrique, un jeans, une course en taxi, une semaine de vacances: chaque produit, chaque objet, chaque service que nous consommons porte un «sac à dos écologique» constitué de la consommation de ressources naturelles, de l'extraction des matières premières à leur utilisation et à leur élimination, mais aussi des gaz à effet de serre et des substances toxiques. Ces «sacs à dos» sont invisibles dans le produit fini et leur poids n'est pas identique. Mais les dommages qu'ils causent ensemble à la nature pèsent lourd.

En Inde par exemple, d'immenses monocultures de coton sont cultivées sur des champs et des zones naturelles autrefois riches en espèces, boostées aux engrais chimiques et pulvérisées aux insecticides jusqu'à soixante fois par saison. Poussés par les vents et lessivés par les pluies, ces poisons rejoignent les cours d'eau et les prairies environnantes, où ils causent de graves dommages aux populations, aux insectes et aux milieux sauvages.

Et au Brésil, les forêts tropicales continuent d'être défrichées pour la culture d'aliments concentrés, comme le soja que nous utilisons en Suisse pour nourrir des cheptels souvent surdimensionnés. Quant à la production de viande et de fromage suisses, elle cause également de grands dommages à la nature dans notre pays: la montagne d'engrais épandu transforme nos prairies et pâturages en déserts verts, l'ammoniac qui s'en échappe fertilise à excès les forêts et les marais.

Dans ce magazine, nous montrons comment notre consommation excessive de ressources naturelles pollue l'environnement en Suisse, mais aussi à l'étranger, et son effet sur la biodiversité et l'extinction des espèces. A l'aide de graphiques, nous montrons quels domaines de consommation et quels groupes de produits sont les plus polluants et comment la consommation de ressources peut être réduite à un niveau acceptable et durable pour la planète.

Nous ne sommes pas tous prêts à changer notre mode de vie, et nous n'avons certainement pas tous la même latitude pour le faire. En outre, les comportements individuels seuls ne suffiront pas à inverser la tendance. D'une manière ou d'une autre, un changement de système s'impose, que seules des conditions-cadres politiques volontaires pourront rendre possible.

FLORENCE KUPFERSCHMID-ENDERLIN  
Rédactrice romande du Magazine Pro Natura

# Nous dépensons un capital naturel qui ne nous appartient pas

**La Suisse utilise trois fois plus de ressources naturelles que ce qui serait durable à long terme. Cette surconsommation cause d'énormes dégâts à l'environnement, en particulier dans les autres pays, et elle menace de dérégler les écosystèmes planétaires.**

Cette année, c'est à la mi-mai que nous aurons atteint le point critique: la Suisse aura épuisé les ressources renouvelables dont elle dispose pour 2021. Dès cette date – le «Overshoot Day» – nous vivrons à crédit au détriment des autres régions de la Terre et des générations futures. La Suisse dépasse de trois mois la moyenne de la population mondiale. Globalement, le «jour du dépassement» est maintenant en août, selon les calculs de l'organisation scientifique Global Footprint.

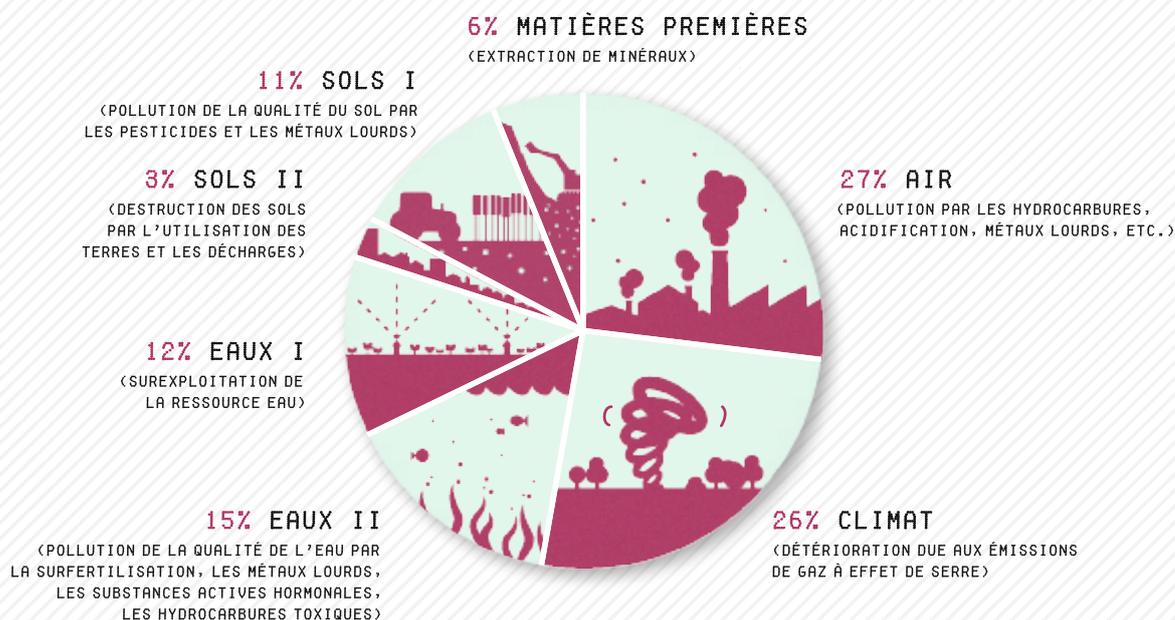
## Nous exportons nos nuisances

L'écart entre l'empreinte écologique de la Suisse et la capacité biologique disponible se creuse depuis des décennies. Ce qui s'est fortement modifié ces quinze dernières années, c'est la composition de cette empreinte: l'impact des matières premières,

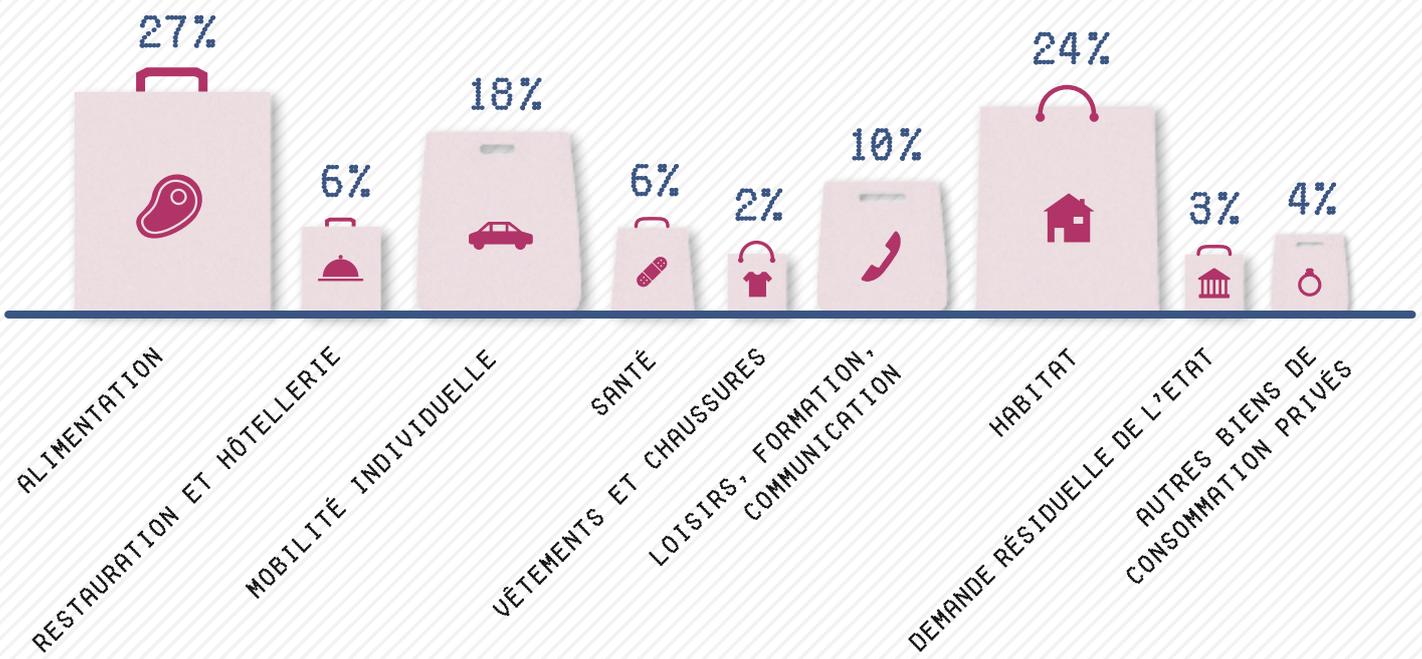
des produits préfabriqués et des marchandises ne cesse d'augmenter. Ce sont ces importations et la surexploitation des ressources mondiales comme l'atmosphère qui permettent à la Suisse de consommer autant, sans trop amoindrir son propre capital naturel.

A près de 75 %, les conséquences néfastes de la consommation des Suisses se font sentir sur d'autres continents. En Asie du Sud-Est, la fabrication d'huile de palme va de pair avec la destruction de grandes surfaces de forêts primaires et de tourbières riches en espèces; en Amérique du Sud, «nos» producteurs de fourrage concentré transforment des jungles et des savanes en monocultures de soja dépourvues de valeur écologique; en Afrique, l'extraction de métaux et de terres rares pollue les sols et les eaux.

## Ces ressources naturelles sont affectées par notre consommation



## Avec ces facteurs, nous contribuons à la surexploitation des ressources



### Pression sur les ressources planétaires

L'analyse de l'empreinte écologique de la Suisse, publiée par la Confédération, donne à voir les conséquences néfastes de notre mode de vie consumériste pour la nature. Cette empreinte mesure non seulement le niveau de prélèvement des ressources renouvelables et non renouvelables (sable, charbon, métaux), mais aussi la perte de biodiversité qui en résulte, les émissions de gaz à effet de serre et les atteintes à l'environnement dues aux polluants atmosphériques, à l'azote, aux métaux lourds et à des substances nocives peu biodégradables. Selon les calculs de la Confédération, la pression que la Suisse exerce sur le milieu naturel, rapportée à sa population, représente donc plus de trois fois ce que la Terre peut supporter.

Dans certains domaines, le bilan est encore plus effarant. En matière de gaz à effet de serre, l'empreinte écologique corres-

pond à la capacité biologique de vingt-trois planètes. Pour l'acidification des océans, elle se chiffre à vingt planètes, et pour la biodiversité à presque quatre.

Les graphiques figurant dans ce numéro se fondent sur l'écobilan réalisé par Jungbluth N. et al: «Umweltbelastungen des privaten Konsums und Reduktionspotenziale», OFEV 2012, actualisé avec les données de l'année 2016 (ESU-Services). La méthode utilisée est celle de la saturation écologique. Elle prend en considération une large palette de nuisances environnementales qu'elle résume dans un indicateur (unités de charge écologique UCE). Le calcul porte sur l'ensemble du cycle de vie d'un produit, de l'extraction de la matière première et de la fabrication jusqu'à l'élimination, en passant par le transport et l'utilisation.

### De nombreuses limites déjà franchies

Si l'ensemble de la population mondiale vivait comme nous, plusieurs écosystèmes seraient sur le point de s'effondrer, une perspective dramatique pour l'humanité. Des études internationales montrent que les limites planétaires («planetary boundaries») sont déjà franchies dans les domaines du climat, de la biodiversité, de la forêt, du phosphore et de l'azote.

Il y a donc urgence à diminuer notre empreinte environnementale. Les bilans écologiques révèlent où se situe le plus gros potentiel: 70% des atteintes à l'environnement dues à la consommation sont liées à l'alimentation, au logement et à la mobilité privée. Dans ces domaines, nous pouvons faire beaucoup en modifiant nos comportements et notre mode de vie. Mais notre marge de manœuvre n'en reste pas moins limitée. Le changement de cap indispensable ne peut avoir lieu que si la politique s'emploie à redessiner des secteurs clés comme l'économie, la fiscalité et la mobilité.

NICOLAS GATTLEN, rédacteur du Magazine Pro Natura.

### Comment est calculée l'empreinte écologique

Du point de vue du consommateur, l'empreinte écologique résume en un seul chiffre (hectares globaux par personne) l'utilisation directe des terres (agriculture, production de bois, construction et mobilité), les poissons sauvages pêchés et les zones forestières nécessaires pour compenser les émissions de CO<sub>2</sub> d'origine fossile. Ce chiffre est ensuite rapporté à la surface productive de la planète divisée par sa population. La Suisse affiche un mauvais score: nous consommons près de trois fois plus de ressources environnementales que ce qui est disponible par habitant et par an au niveau mondial. Ce qui nous place dans le tiers des pays dont la pression sur l'environnement est la plus élevée (le troisième en Europe). nig

# Pour que « moins » devienne possible

**Il ne suffit pas de modifier nos comportements à l'échelle individuelle pour réduire notre empreinte écologique et l'ajuster aux limites planétaires. Des conditions-cadres favorables sont indispensables au niveau politique pour ramener notre société à plus de sobriété et d'équité.**

Le risque d'effondrement des écosystèmes est depuis longtemps établi. Les derniers rapports du GIEC et du Conseil mondial de la biodiversité nous rappellent ce que mettait déjà en exergue le rapport du Club de Rome en 1972 : il est urgent d'agir. Les solutions que ce rapport préconisait alors sont toujours d'actualité : se détacher du dogme de la croissance économique à tout prix, réduire massivement notre surconsommation, modérer notre usage des ressources naturelles. Pourquoi persistons-nous dans la mauvaise direction ? Et qui doit prendre la responsabilité d'un changement de cap ?

Il est certes important de modifier ses habitudes de consommation à l'échelle individuelle, mais ce n'est pas suffisant pour inverser la tendance. Du mouvement zéro déchet aux Repair Cafés, l'engagement collectif insuffle une dynamique bienvenue au sein des populations, mais il ne peut pas à lui seul transformer

la société. Le monde politique doit prendre ses responsabilités. De véritables stratégies de sobriété sont nécessaires, qui ne se basent ni sur une seule réforme des « mauvais comportements » individuels ni sur des solutions (hypothétiques) technologiques. C'est la relation intrinsèque entre notre modèle économique et la destruction de la nature qu'il convient d'interroger. Il est indispensable de mettre en place des conditions-cadres au plan politique qui pénalisent le gaspillage des ressources, tout en induisant un changement dans les habitudes de consommation individuelles et en s'assurant que les mesures concourent à la justice sociale.

## Tous les secteurs sont concernés

Cette politique de sobriété est une tâche transversale qui impacte tous les domaines. Ménager les ressources naturelles n'est pas qu'une question de politique environnementale. Tous les secteurs doivent travailler ensemble pour élaborer des solutions. C'est ce que montrent les exemples suivants :

L'agriculture compte parmi les principaux responsables de la crise de la biodiversité. Des changements drastiques y sont nécessaires : une production moins intensive, une plus faible proportion d'importations, une agriculture adaptée aux conditions locales, un usage mesuré des ressources. Mais cette mutation ne doit en aucun cas se faire au détriment des paysans ni des consommateurs qui n'ont pas les moyens de s'offrir du « bio ». La politique peut faciliter et encourager ce tournant : par la réorientation des subventions vers des méthodes d'exploitation favorisant la biodiversité, par la prise en compte des externalités environnementales, par des incitations à la baisse de la consommation de viande, par la réduction de la taille des cheptels à des valeurs socialement acceptables pour les branches concernées. La politique agricole ne peut atteindre seule ces objectifs. Des mesures d'accompagnement dans d'autres domaines politiques sont essentielles.

## Une planification territoriale sans concessions

La ruée sur l'habitat individuel se poursuit, tout comme le boom de la construction en dehors des zones à bâtir. Dans sa nouvelle Stratégie sur les sols, la Confédération s'est fixé un objectif audacieux : zéro consommation nette de sol à l'horizon 2050. Oui, mais comment s'y prendre ? En appeler uniquement au sens des

## QUE PUIS-JE FAIRE ?

- Un transfert complet de la voiture individuelle au rail peut réduire de 65% l'impact environnemental de la mobilité et de 80% les émissions de gaz à effet de serre de la mobilité individuelle.
- En renonçant totalement aux voyages en avion, on améliore considérablement son bilan climatique par rapport à la moyenne de la population. En Suisse, le trafic aérien est responsable de plus de 18% de l'impact des activités humaines sur le climat.
- Un trajet en voiture sur huit n'excède pas un kilomètre, et près d'un sur deux cinq kilomètres. Le vélo électrique, ou encore mieux le vélo, est une excellente alternative pour ces déplacements-là.
- Une voiture électrique alimentée par de l'électricité verte permet d'alléger de près d'un tiers la charge environnementale par rapport à un véhicule avec moteur thermique. L'achat d'une voiture électrique surdimensionnée atténue cependant cet effet.

## L'impact environnemental de la mobilité individuelle est constitué de ces facteurs

responsabilités des maîtres d'ouvrage aura sans doute peu d'effet. Une gestion durable des sols et des terres agricoles exige des règles claires valables pour tous. C'est ce que revendique l'Initiative paysage, qui demande un plafonnement des constructions à l'extérieur des zones à bâtir. Une plus grande retenue est nécessaire vis-à-vis de la construction d'infrastructures nouvelles ou agrandies susceptibles de détruire encore plus d'habitats naturels ou entraînant davantage de consommation de ressources.

### Un test décisif pour la politique énergétique

Le débat prochain sur notre future politique énergétique risque bien d'être décisif dans la lutte contre la surconsommation. L'enjeu est ici à la fois la crise du climat et celle de la biodiversité. Pour instaurer un cadre légal efficace, il faut viser la réduction massive de notre consommation d'énergie et du gaspillage qu'elle induit. Nous ne pourrions pas la maintenir à un niveau aussi (voire plus) élevé qu'aujourd'hui, continuer à voyager tous azimuts, entretenir autant d'appareils très gourmands en électricité, tout en espérant atteindre l'objectif de «zéro émission nette de CO<sub>2</sub>». Si le débat s'enferme dans cette voie, il aboutira à une impasse. Avec pour conséquence la destruction continue de la nature, des espaces de détente et du paysage.

STELLA JEGHER dirige la division Politique et affaires internationales chez Pro Natura.



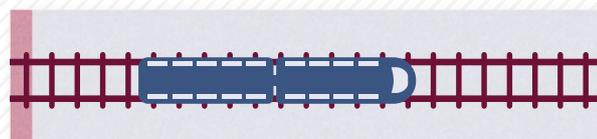
60%  
VOITURE INDIVIDUELLE



35%  
VOLS PASSAGERS



1.25%  
DEUX-ROUES MOTORISÉS



3.75%  
TRANSPORTS PUBLICS (TRAIN, RER, TRAM, BUS)

## FAITS ET CHIFFRES

Les Suisses consacrent chaque jour 90 minutes à se déplacer. Deux tiers des distances parcourues quotidiennement dans notre pays le sont en voiture (23,8 km), un cinquième (7,5 km) en train.

Les Suisses prennent beaucoup l'avion (1,3 voyage en avion par personne et par année); ils volent deux fois plus que leurs voisins. En 2015, chaque Suisse a parcouru en moyenne 8 990 km en avion.

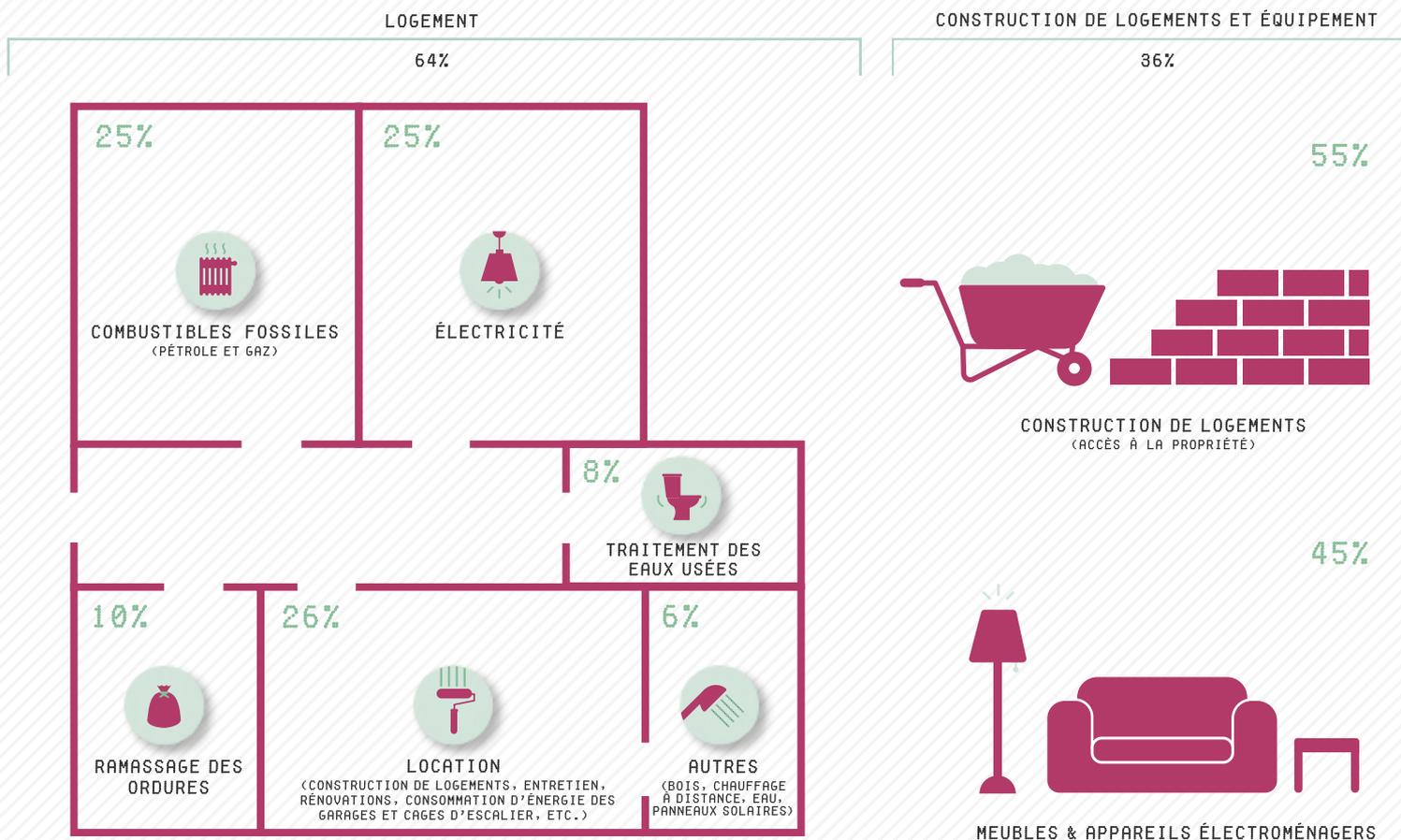
Près de 80% des ménages suisses possèdent une voiture.

Les passagers suisses ne compensent que 1% de leurs émissions de CO<sub>2</sub>.

Le transport est la principale source de gaz à effet de serre en Suisse. Il génère près d'un tiers des émissions, dont 60% proviennent des véhicules individuels.

Un vol en avion de Zurich à Paris est 30 fois plus nocif pour le climat qu'un trajet en train.

## La charge environnementale dans le domaine du logement est répartie entre ces facteurs



## « Il s'agit simplement d'une question d'habitabilité de notre planète »

**Pendant des décennies, la population a été conditionnée à considérer la consommation comme le droit humain le plus important, explique Julia Steinberger, professeure d'économie écologique à l'Université de Lausanne. En poursuivant sur cette voie, nous courons à la catastrophe.**

**Magazine Pro Natura : l'utilisation des ressources naturelles disponibles relève-t-elle d'un choix personnel, ou est-ce au contraire une question collective, et donc politique ?**

**Julia Steinberger :** la consommation n'est pas un choix personnel, ainsi qu'une certaine idéologie souhaite nous le faire admettre. La société de consommation est une création économique qui a pris son envol à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, quand on a dû rediriger la surproduction des industries d'armement vers un autre secteur. Elles se sont alors tournées vers les ménages pour « satisfaire » la consommation domestique. C'est l'apparition de l'électroménager dans chaque ménage.

**Vous dites que le citoyen n'est pas libre de choisir face à cette offre surabondante. Pourquoi ?**

La logique capitaliste ne permet en effet pas à une entreprise d'être simplement stable, ou même de décroître, tout en continuant à réaliser des bénéfices. Elle est condamnée à grandir, à produire plus, en consommant plus de ressources, pour dégager plus de profits ; sinon elle meurt. Le meilleur exemple est l'industrie automobile. La publicité nous incite à changer de véhicule de plus en plus souvent, tous les trois ou quatre ans, afin d'entretenir ce cycle. Or, dans leur immense majorité, les gens ne peuvent évidemment pas s'offrir une nouvelle auto aussi souvent. C'est pourquoi on a changé le système pour qu'ils puissent le faire.

**De quelle manière ?**

J'étudie actuellement la manière dont on a accéléré les procédures de *leasing*, tout en pénalisant la durée de possession. Plus

## --- FAITS ET CHIFFRES ---

Les Suisses consomment toujours plus d'espace pour se loger: alors qu'en 1980, la surface habitable moyenne pour une personne était de 35 m<sup>2</sup>, cette valeur monte à 45 en 2015.

La Suisse est le pays européen qui présente la part la plus élevée de logements chauffés au mazout: 40% des immeubles d'habitation ont recours à ce mode de chauffage.

Plus d'un million de ménages suisses vivent dans des logements insuffisamment, voire pas du tout isolés, ce qui engendre d'énormes pertes de chaleur.

## QUE PUIS-JE FAIRE ?

- La taille a son importance: le nombre de mètres carrés habitables par individu va croissant, aggravant la pression sur les espaces verts et augmentant la consommation d'énergie par personne.
- S'approvisionner en courant électrique certifié durable permet de réduire de plus de 75 % son empreinte écologique due à la production d'électricité.
- Environ un tiers de l'électricité utilisée pour les appareils électroniques peut être économisée si ceux-ci sont éteints lorsqu'ils ne sont pas utilisés.
- Il est possible d'économiser jusqu'à un tiers de l'électricité en mettant un couvercle sur la casserole ou en privilégiant la cuisson à la vapeur, en utilisant une bouilloire ou en faisant tourner le lave-vaisselle un jour sur deux.

on garde sa voiture longtemps, plus elle devient chère. Le propriétaire est donc obligé d'en changer régulièrement. Face à ce système, les gens n'ont plus le choix, ils doivent surconsommer. La publicité est le vecteur qui entretient ces mécanismes toxiques pour la planète. Depuis des décennies, on conditionne la population pour qu'elle considère la consommation comme le premier des droits humains. Regardez ce qui s'est passé à la fin du premier confinement: au lieu d'aller voir leurs amis, les gens faisaient la queue devant des magasins!

### Comment sortir de cette logique de fuite en avant ?

La crise climatique, les menaces sur la biodiversité et l'épuisement des ressources convergent tous dans la direction d'un choc terminal majeur d'ici à trente ans. Nous parlons tout simplement de l'habitabilité de notre planète. Nous sommes donc condamnés à trouver des alternatives économiques, et elles ne peuvent être que limitatives. Il convient de repenser le modèle économique en intégrant les limites des ressources planétaires, mais en songeant aussi aux inégalités. Car nous ne sommes pas tous égaux face à la transition que nous avons à entreprendre. Les intellectuels et les nantis à conscience écologique veulent éviter la fin du monde, mais pour les gens de condition modeste, ce qui compte c'est la fin du mois.

### Concrètement, quelles seraient les pistes à suivre ?

Je pense d'abord au secteur coopératif, à des industries basées sur leurs employés, sur leur communauté, et qui ne sont pas uniquement engluées dans une logique de profit. Il convient de parler de société de suffisance, plutôt que de société de consommation. Elle fournirait les moyens d'une existence convenable, en promouvant des projets de vie qui ne sont pas basés sur la seule aisance matérielle, ou sur le nombre de *miles* parcourus en avion chaque année pour montrer qu'on a réussi sa vie.

### Comment y arriver: faut-il taxer la surconsommation ?

**Pénaliser les personnes qui prennent souvent l'avion par exemple? Imaginer une nouvelle taxation où celui qui endommage la planète paierait plus ?**

Absolument. Nous pouvons penser à toute une série de taxes climatiques en fonction des émissions pendant la conception et la fabrication d'un produit. Il faudrait aussi inclure la mauvaise utilisation des ressources. Mais attention, pour que cela fonctionne, il ne faut pas oublier l'égalité sociale. Certains produits, dont le bilan n'est pas terrible, sont aussi les seuls que les classes les moins aisées peuvent se permettre d'acheter. Alors qu'un véhicule 4 × 4 par exemple est un objet que seuls les riches ont les moyens de s'offrir. Il remplit tous les critères d'un produit pour lequel il existe une alternative: moins chère, tout aussi efficace, plus respectueuse de la planète et des ressources. Dans un cas comme celui-ci, il faut évidemment taxer davantage, voire interdire. En Suisse, on ne va pas dans cette direction, mais certains pays n'attendent plus. Et vont même plus loin. Ainsi, en Norvège et au Royaume-Uni, il n'y aura plus de voitures à combustion interne en 2035.

SERGE ENDERLIN est journaliste indépendant.

Julia Steinberger examine les relations entre l'utilisation des ressources (énergie, émissions) et le bien-être humain dans la société. La professeure d'économie écologique est l'auteure principale du 3<sup>e</sup> groupe de travail du GIEC, le groupe d'experts du climat de l'ONU. Elle mène actuellement un grand projet de recherche financé par le Leverhulme Trust intitulé « Living Well Within Limits ».

# L'utopie d'une croissance verte

**L'innovation technique résoudra nos problèmes environnementaux et la consommation ne doit pas être freinée: les représentants de l'économie et les politiciens aiment toujours croire au mythe de la croissance infinie. Grave erreur.**

Kenneth Boulding, économiste et philosophe américain (1910-1993), aurait dit: «Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste.» La croissance exponentielle des économies pousse la capacité de la Terre à ses limites. Métaux, carburants fossiles, sols fertiles: les ressources terrestres sont en voie d'épuisement, au point que les milieux économiques demandent maintenant la Lune – au sens propre – pour exploiter demain d'autres ressources que celles de notre Terre. L'extraction et la transformation de ces ressources sont déjà de loin la première cause de la disparition de la bio-

diversité, ainsi qu'une cause majeure d'émissions de gaz à effet de serre.

## LED: un exemple de l'effet rebond

La tentation est grande alors de rêver à une croissance durable ou verte. C'est la réponse habituelle des milieux économiques et politiques. Hélas, une croissance verte reste indissociable d'une augmentation du prélèvement des ressources.

Même lorsque l'efficacité (énergétique par exemple) des processus est améliorée, la production et la consommation continuent d'augmenter ou sont même stimulées et réduisent alors à zéro les effets positifs attendus: on parle d'effet rebond. Prenons l'exemple des lampes LED: pourtant bien plus économes en énergie, elles n'ont pas conduit à une diminution de la consommation électrique. Au contraire, leur utilisation a permis de multiplier les éclairages inutiles de toute sorte.

## Le leurre d'une économie dématérialisée

Historiquement, l'efficacité énergétique croissante s'est toujours traduite par une augmentation de la production et non par une économie des matières premières. Il n'existe aucune évidence scientifique que le fameux «découplage» entre croissance et utilisation des ressources soit possible à l'échelle mondiale. Et quand bien même les progrès techniques iraient dans cette direction, il est hautement improbable qu'ils puissent le faire assez vite pour maîtriser le réchauffement climatique en deçà des 1,5 degré nécessaires.

L'image d'une économie dématérialisée et sans impacts est un leurre: il faut (beaucoup) de métaux rares pour fabriquer nos ordinateurs et beaucoup d'énergie pour faire fonctionner nos centres de données.

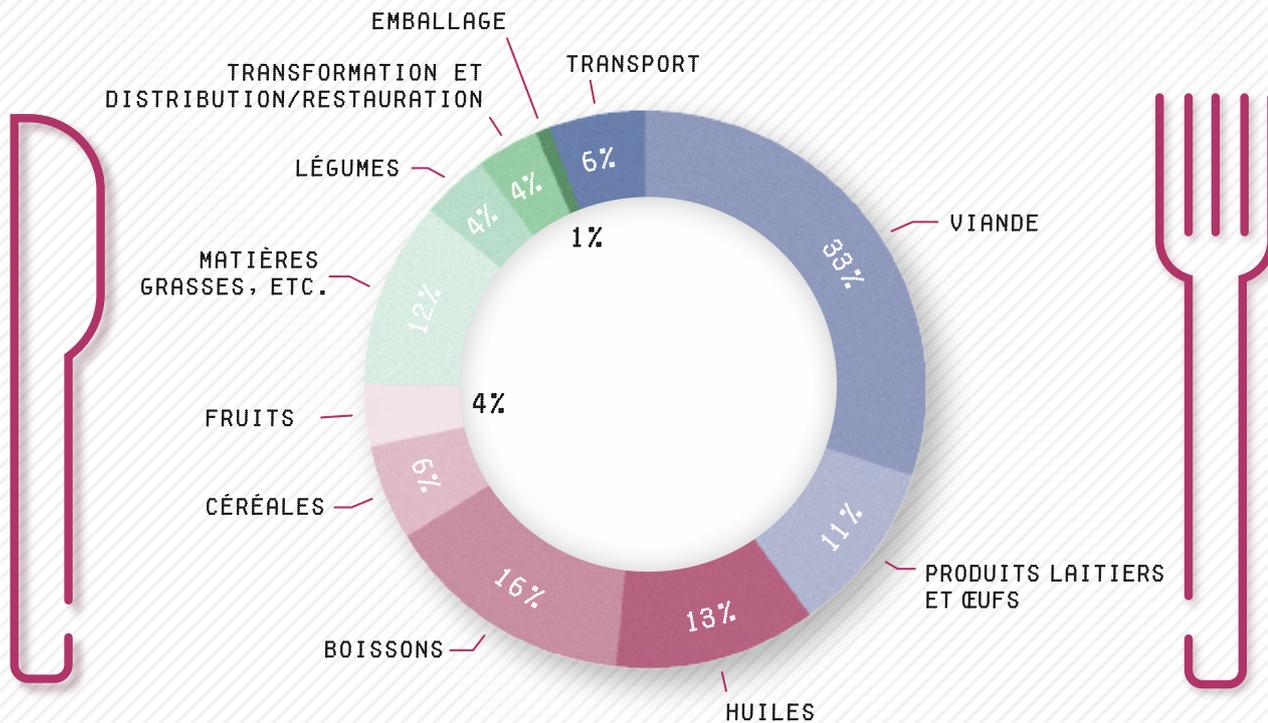
## La «dictature de la croissance» rend-elle heureux?

La consommation mondiale des ressources, en plus d'être insoutenable dans la durée, est aussi marquée par des inégalités inacceptables: la minorité la plus riche des pays riches consomme la plus grande partie des ressources de la planète. La même injustice frappe les générations futures, condamnées à subir de plein fouet les conséquences du désastre climatique et de l'effondrement des écosystèmes.

## QUE PUIS-JE FAIRE?

- En ne consommant de la viande que deux à trois fois par semaine (300 g au total), on réduit sa charge alimentaire de près de 20 % par rapport à la moyenne suisse. Cette réduction est de 25 % pour une alimentation entièrement végétarienne.
- Les aliments bio permettent de diminuer la charge environnementale de 10 % en comparaison avec les modes de culture conventionnels. En ne consommant que du bio et en renonçant aux denrées cultivées sous serre ou importées par avion, on réduit la part de l'empreinte écologique de 16 % par rapport à la moyenne suisse.
- En divisant par deux le gaspillage alimentaire, la charge environnementale dans le domaine alimentaire baisse de 11 %.
- Si nous ne mangeons de la viande que deux fois par semaine, réduisons notre consommation d'œufs et de produits laitiers, ne jetons aucun aliment et considérons la bière, le vin, le chocolat et le café comme des luxes occasionnels, nous soulagerons l'environnement de 45 % de la charge due à l'alimentation.

## La part du secteur alimentaire dans l'impact environnemental de la Suisse



Notre société de surproduction, de surconsommation et de gaspillage n'est pas une fatalité. Elle est une conséquence directe du système capitaliste basé sur une croissance permanente. Cette «dictature de la croissance» ne nous garantit pas pour autant le bonheur. Le bien-être, dans les pays riches, n'augmente plus depuis de nombreuses années. Le consumérisme, loin de nous rendre plus heureux, nuit à notre santé en créant un sentiment de frustration permanente. Renouer avec une vie plus simple,

### --- FAITS ET CHIFFRES ---

Aucun bien de consommation ne nécessite autant de surface pour sa production que la viande, ainsi que les produits laitiers. Bien que les calories d'origine animale ne couvrent actuellement que 17 % des besoins énergétiques d'un adulte, l'élevage accapare 77 % des terres agricoles à l'échelle mondiale.

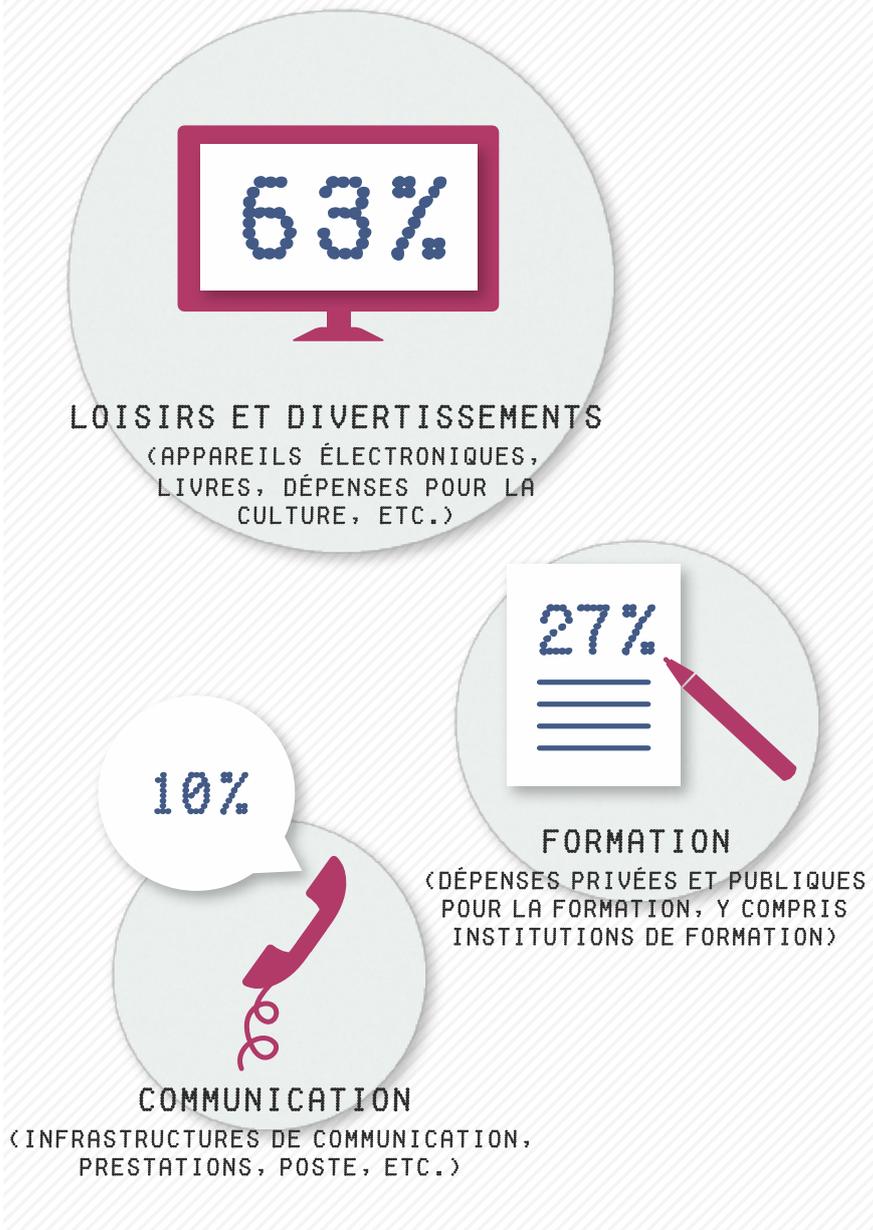
### IPH au lieu de BIP

Le PIB (produit intérieur brut), indicateur de pilotage de l'économie mondiale depuis les années 1950, est fondé sur une approche uniquement productiviste et ne permet pas d'évaluer le bien-être de nos sociétés ni leur soutenabilité écologique. Au contraire, il comptabilise de manière positive toutes les activités nuisibles à l'environnement, ainsi que celles nécessaires à la réparation. Son abandon en tant que «métronome» du système est nécessaire. Des chercheurs ont proposé plusieurs indices: le Genuine Progress Indicator (indicateur de progrès véritable) ou le Happy Planet Index (indice de la planète heureuse), qui mesurent mieux le progrès des sociétés en tenant compte de facteurs tels que le bien-être, l'espérance de vie et les inégalités, tout en intégrant l'empreinte écologique.

Les Suisses consomment 52 kg de viande par habitant et par an; en moyenne neuf repas de viande par semaine.

Les ménages suisses génèrent annuellement près de 800 000 tonnes de déchets alimentaires. Raisons: manque d'informations sur la conservation des denrées, quantités achetées trop importantes ou manque d'envie de manger ce qu'il y a dans le frigo. Il serait facile d'éviter au moins la moitié de ces pertes.

## La répartition des domaines des loisirs, de l'éducation et de la communication sur l'impact environnemental



### QUE PUIS-JE FAIRE ?

- Tant la fabrication de biens de consommation que la fourniture de services nécessitent beaucoup d'énergie et de matières premières. Limitons notre consommation à ce dont nous avons vraiment besoin.
- La durée d'utilisation des appareils peut être prolongée. Prenons le téléphone portable: sa fabrication représente 80% de la charge environnementale de tout son cycle de vie. Garder un smartphone trois années de plus au lieu d'en changer après deux ans déjà réduit l'empreinte écologique des portables d'un quart.
- Il existe de nombreuses activités de loisirs respectueuses de l'environnement qui ne nécessitent pas d'engin motorisé et peuvent être pratiquées avec un minimum d'équipement. Le meilleur moyen de s'y rendre est de le faire à pied, à vélo ou en transports publics.

### -- FAITS ET CHIFFRES --

Un ménage suisse dépense 550 francs par mois pour les loisirs, les divertissements et la culture. Les vacances à forfait constituent de loin le poste budgétaire le plus important (140 francs par mois); les ménages dépensent en moyenne 14 francs par mois pour acheter des livres et des magazines et environ 5 francs pour les musées, les jardins botaniques et les zoos.

Trois millions de téléphones portables sont vendus chaque année en Suisse et 8 millions dorment dans des tiroirs. Les recycler permettrait de récupérer 336 kilos d'or.

Une commande en ligne sur six (vêtements, appareils électroniques) est retournée à l'expéditeur. Dans un pays comme l'Allemagne, l'impact sur le climat des renvois d'articles non souhaités correspond chaque jour à 2200 trajets en voiture de Hambourg à Moscou. Souvent les marchandises retournées finissent à la poubelle, car les plateformes de vente jugent trop coûteux de les reconditionner. On estime qu'en 2018, environ 20 millions de colis retournés ont été éliminés pour cette raison en Allemagne.

La Suisse recense 2 459 installations à câbles en service qui donnent accès à 22 500 hectares de pistes de ski, dont environ 40% sont enneigées artificiellement. Chaque année, les systèmes de transport et d'enneigement et les services de restauration consomment environ 183 gigawattheures d'énergie.

plus proche des autres et plus solidaire, plus proche de la nature aussi, est au contraire une source de contentement intérieur.

### Vers le moins, vers le mieux

Quand on parle de transition vers des sociétés durables, on parle de décroissance ou de simplicité volontaire. Pro Natura a choisi le terme de «sobriété». Ce concept implique de ramener la production et la consommation à des niveaux soutenables, et de le faire de manière juste et équitable. La sobriété vise un espace écologique où l'utilisation des ressources de la Terre permet d'assurer une bonne vie pour toutes et tous sans compromettre la stabilité de la biosphère.

La recherche de l'efficacité technique n'en reste pas moins nécessaire, mais seule la sobriété – où «moins» est synonyme de «mieux» – permet une vraie transformation de nos sociétés. La promotion de l'économie circulaire qui vise la réutilisation, la réparation et le recyclage permet de sortir du mythe de la croissance.

Bonne nouvelle, c'est l'objectif d'une initiative parlementaire déposée au Conseil national en juin dernier. L'objectif d'une économie circulaire réelle doit être de réduire la quantité des ressources naturelles qui entrent dans notre économie. Car pour rester dans les limites écologiques planétaires, c'est la taille du cercle lui-même qu'il faut réduire.

### Changement radical

De nombreuses initiatives locales tournées vers la sobriété donnent déjà le ton – Repair Cafés, banque d'outils, mise en réseau d'utilisateurs. Elles montrent la voie de ce que doit être une transformation à grande échelle de notre société. La relocalisation de la production, les réformes de la fiscalité et du système bancaire, une nouvelle vision du travail et de sa rémunération : nous devons aspirer à un changement visionnaire, radical mais aussi pragmatique.

Pro Natura apportera sa pierre à l'édifice et collabore dans ce sens avec ses partenaires du réseau des Amis de la Terre, pionnier dans la réflexion sur un changement de système.

**BERTRAND SANSONNENS** est en charge du thème de la suffisance et de la collaboration avec le réseau des Amis de la Terre chez Pro Natura.

[www.foeeurope.org/resource-use-in-depth](http://www.foeeurope.org/resource-use-in-depth) (en anglais)



à propos

## Le monde politique doit passer à l'action

Vers le milieu de l'année 2020, un quotidien titrait : «Aujourd'hui, nous avons épuisé les ressources de la Terre.» Le 8 mai 2020, date du «jour du dépassement» en Suisse, nous avons épuisé la totalité des ressources renouvelables dont nous disposons pour l'année entière. A partir du 9 mai, nous vivions à crédit sur le dos des autres régions du monde et des générations futures.

Cette frénésie consummatrice n'est pas seulement injuste, elle détruit irrémédiablement notre milieu vital. Le climat change, les réserves d'eau potable, les stocks de poissons et les surfaces forestières diminuent comme peau de chagrin, les terres fertiles sont saccagées, de nombreuses espèces d'animaux et de plantes disparaissent.

Une majorité des Suisses vit dans l'aisance, produit et consomme des biens superflus. Faire preuve de plus de sobriété n'impacterait pas notre confort. Et la planète se porterait nettement mieux. Avez-vous déjà pensé à ce que vous pourriez faire pour vous démarquer d'un mode de vie fondé sur le gaspillage? Chaque geste est un pas dans la bonne direction. Mais cela ne suffit pas, c'est la société dans son ensemble qui doit changer de cap. Et le monde politique doit sans tarder passer à l'action.

Dans les milieux politiques, on entend souvent parler d'efficacité, en lien par exemple avec la consommation d'énergie. Il est rare qu'on aborde la question des besoins réels et de la sobriété volontaire. Dans sa réponse à l'intervention parlementaire de Maya Graf sur ce thème, le Conseil fédéral écrit que «le principal défi reste toutefois le changement de style de vie auquel nous sommes tous appelés à consentir». Pour amorcer et accélérer ce changement dans l'intérêt de notre environnement, il convient de mettre en place des conditions-cadres favorables à une plus grande sobriété.

Le temps presse, les mesures doivent être plus contraignantes afin de plafonner la consommation de surface pour l'habitat, l'industrie et les routes, de favoriser le vélo et les transports en commun, d'adjuger les marchés publics selon des critères sociaux et écologiques, de limiter plus strictement les substances nocives et de soutenir les comportements moins gourmands en ressources. Ainsi, nous assumerons en tant que société notre responsabilité vis-à-vis des générations futures.

**URSULA SCHNEIDER SCHÜTTEL** est présidente de Pro Natura.